

---

# EMBUSCADES, DISPOSITIFS EXPLOSIFS DE CIRCONSTANCE ET CONTRE-INSURRECTION : L'EXPÉRIENCE FRANÇAISE

---

M. Éric Ouellet, Ph. D.

*Tout le monde connaît l'aptitude de ces adversaires, avec lesquels les armées régulières ont si souvent affaire dans ces petites guerres, à harceler les troupes qui ont pénétré dans leurs retraites. Cette aptitude se révèle dans l'emploi des ruses et des stratagèmes. Ils rôdent autour des colonnes, à l'affût d'une occasion pour tomber sur les petits détachements qui circulent sans aucune précaution. Le traînard et le « camp-follower » sont naturellement leur proie.<sup>1</sup>*

La participation des Forces canadiennes (FC) à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dans la province de Kandahar démontre aux Canadiens à quel point un ennemi asymétrique peut être efficace. Parmi les activités de l'ennemi, l'une des plus marquantes est son utilisation généralisée des dispositifs explosifs de circonstance (IED). Les IED constituent une menace sérieuse sur le plan tactique, mais ils en représentent une encore plus grande sur le plan stratégique.

De façon générale, la plupart des forces étrangères qui participent à la FIAS ne peuvent compter, dans leur pays d'origine, que sur un appui politique limité ou conditionnel en ce qui a trait à leur mission. Dans certains pays, chaque perte causée par des IED, et plus généralement par des embuscades, est susceptible d'affaiblir l'appui offert par la population aux déploiements de troupes. En fin de compte, un appui public amoindri peut mener à la décision d'un gouvernement de retirer ses troupes et, possiblement, à l'effondrement de la mission de la FIAS. L'utilisation tactique des embuscades et des IED ne doit pas nous faire oublier que leur objectif ultime est de produire des effets au niveau stratégique. Par conséquent, toute décision globale quant à la meilleure manière de faire face aux embuscades et aux IED doit tenir compte des effets stratégiques visés par nos adversaires pour tenter de les contrer non seulement sur le plan tactique, mais aussi sur le plan stratégique. Cette tâche peut cependant s'avérer très difficile.

Un exemple récent de ce problème est l'approche adoptée par les forces des Pays-Bas en Afghanistan. Celles-ci ont restreint leurs mouvements aux seules zones qu'elles maîtrisent et mis l'accent sur la reconstruction dans ces zones, réduisant ainsi le risque d'être les cibles d'embuscades et d'IED.<sup>2</sup> Il s'agit peut-être là d'une attitude rationnelle sur les plans tactique et opérationnel, mais elle est contestable sur le plan stratégique. En limitant leurs pertes et en mettant l'accent sur le travail humanitaire, les militaires hollandais évitent peut-être la pression de l'opinion publique hollandaise pour un retrait d'Afghanistan, mais ce choix tactique simplifie la vie des insurgés dans les autres parties de la province d'Uruzgan et fait que la lutte contre-insurrectionnelle sera sans doute plus difficile à long terme.

Certains peuvent croire qu'étant donné qu'une solution technique ou tactique aux IED éliminerait la menace stratégique qu'ils constituent, toutes nos énergies devraient être concentrées sur la recherche d'une telle solution. Nul doute qu'il est indispensable de faire tout ce qu'il est possible pour protéger nos troupes contre les embuscades et

les IED. Toutefois, il est tout aussi primordial de se méfier de la dangereuse illusion voulant que des techniques anti-IED constituent une solution miracle sur le plan stratégique. Dans les insurrections et autres conflits asymétriques, outre sa détermination, l'imagination et l'ingéniosité de l'ennemi sont ses plus grandes forces. Il trouvera de nouvelles mesures pour vaincre nos contre-mesures, et le cycle de mesures et de contre-mesures se poursuivra.

Cet article propose de mettre en lumière la dimension stratégique des embuscades et des IED dans le contexte d'interventions étrangères s'inscrivant dans le cadre de missions contre-insurrectionnelles à l'aide d'une série de courtes études de cas illustrant comment des forces armées ont fait face aux embuscades, aux IED, aux mines et aux traquenards à diverses époques. L'auteur ne prétend pas, au moyen de ces études de cas, procéder à une analyse systématique des solutions aux niveaux tactique ou même opérationnel, ni offrir une description complète des événements politiques les entourant. Il s'en sert plutôt pour démontrer que des solutions tactiques et opérationnelles aux embuscades et aux IED ont contribué à établir des conditions propices au succès stratégique dans des conflits passés, mais que, malheureusement, elles n'ont pas été le facteur déterminant. En d'autres termes, les solutions aux niveaux tactique et opérationnel sont cruciales, mais elles ne suffisent pas pour faire face à de telles menaces.

Les trois études de cas présentées ci-dessous sont les opérations des forces françaises en Algérie, aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, et la guerre d'Indochine. Elles sont suivies d'une discussion des éléments clés qu'elles ont en commun en ce qui a trait à la dimension stratégique des embuscades et des IED. Quelques remarques finales complètent cette étude.



Caméra de combat, AR2005-A01-344

## Études de cas

Le présent texte se concentre sur des opérations contre-insurrectionnelles importantes qui ont été menées dans des régions différentes du monde, soit l'Algérie et l'Indochine. Le succès des opérations en Algérie au XIX<sup>e</sup> siècle contraste avec l'échec de celles du XX<sup>e</sup> siècle dans cette même Algérie et en Indochine, malgré la mise en œuvre de moyens techniques et d'effectifs beaucoup plus considérables. Ces deux cas

---

modernes ont été choisis pour illustrer le fait que le succès aux niveaux tactique et opérationnel de la lutte contre les embuscades et les IED doit s'accompagner d'une solution au niveau stratégique. En d'autres termes, les embuscades et les IED, quand ils sont utilisés efficacement par les insurgés, doivent être considérés aussi comme des armes stratégiques. En outre, les trois cas français ont été choisis pour offrir une perspective contrastant avec des opérations de contre-insurrection plus connues, notamment l'insurrection communiste en Malaisie et la guerre du Vietnam.<sup>3</sup>

Certains pourraient soutenir que des cas de réussite plus récents peuvent offrir un meilleur aperçu des défis actuels en Afghanistan et en Irak. Cela est peut-être vrai, mais il y a de bonnes raisons de s'interroger sur leur pertinence par rapport aux défis d'aujourd'hui. Si, au XX<sup>e</sup> siècle, plusieurs opérations contre-insurrectionnelles contre des ennemis de l'intérieur — incluant celles contre l'aile provisoire de l'Armée républicaine irlandaise (IRA Provo) en Irlande du Nord, le Sentier lumineux au Pérou et les Tchétchènes dans la Fédération russe — ont été des succès, l'environnement stratégique de ces opérations était différent, car il supposait une remise en question directe de l'autorité de l'État luttant contre l'insurrection. La contre-insurrection à l'étranger pose un défi différent étant donné que les priorités stratégiques et les intérêts vitaux de l'État sont beaucoup plus difficiles à cerner.

Depuis 1945, une seule opération contre-insurrectionnelle à l'étranger impliquant une force armée occidentale a connu du succès : l'insurrection communiste en Malaisie (1948 à 1960). La pertinence de cette opération pour les conflits afghan et irakien est discutable en raison de son caractère particulier à bien des égards. Les insurgés en Malaisie provenaient principalement d'une minorité facilement identifiable : les Malais chinois. Ils reçurent relativement peu de soutien de l'étranger. Ainsi, la portée du conflit est restée relativement limitée sur le plan international. Le gouvernement britannique avait déjà vendu sa solution, l'indépendance, à la majorité de la population avant que l'insurrection devienne un problème sérieux. Enfin, la population britannique n'était pas réellement concernée ou intéressée par la contre-insurrection, ni n'en connaissait vraiment les tenants et aboutissants. Par conséquent, l'opinion publique n'eut qu'une influence limitée sur le déroulement de la campagne et sur son résultat. En d'autres termes, l'insurrection malaise, contrairement à la plupart des contre-insurrections impliquant une opération expéditionnaire d'armées occidentales, n'est pas un bon exemple pour comprendre les conflits plus complexes de l'Afghanistan et de l'Irak. Depuis l'insurrection communiste en Malaisie, certaines petites opérations contre-insurrectionnelles ont connu du succès comme celles au Brunei (1962-1966) et à Oman (1962-1976), mais le fait même qu'elles ont été perçues comme des opérations mineures limite leur utilité pour des fins de comparaison avec les défis actuels de la contre-insurrection. Le maintien des opérations contre-insurrectionnelles hors de la sphère des affaires publiques est peut-être la leçon la plus importante pouvant être tirée de ces trois opérations, mais dans notre société de plus en plus ouverte sur le monde, cette option est de moins en moins probable. En outre, les défis présents sont déjà dans la mire de l'actualité, et leur règlement passe par des solutions stratégiques.

### **Trois expériences françaises de la contre-insurrection**

Au cours des deux cents dernières années, l'Armée française a été engagée dans plusieurs campagnes contre-insurrectionnelles. Si les plus connues, l'Indochine (1945-1954) et l'Algérie (1954-1962), ont été des échecs stratégiques, au XIX<sup>e</sup> siècle la France, à l'exemple de la plupart des autres puissances coloniales, a été plutôt efficace pour faire face aux défis contre son autorité. Certains alléguent que les insurgés du XIX<sup>e</sup> siècle étaient moins bien organisés, moins nombreux et moins bien équipés que ceux du XX<sup>e</sup>, et que, par conséquent, toute comparaison entre les deux époques est

hasardeuse.<sup>4</sup> Le présent article réfute cette assertion. Comme l'étude de la conquête française de l'Algérie au XIX<sup>e</sup> siècle le démontre, l'ennemi fut capable d'opposer une résistance efficace et bien pensée, organisée autour d'une idéologie islamiste. Malgré l'avantage militaire massif des Français, la résistance parvint presque à vaincre les forces françaises pendant l'insurrection générale de 1845-1846. Les opérations contre-insurrectionnelles de la France en Algérie, au XIX<sup>e</sup> siècle, exposent des défis militaires qui apparaissent intemporels à quiconque n'est pas obnubilé par les aspects technologiques et comprend que l'idéologie peut revêtir de nombreuses formes. Les cas plus récents de l'implication militaire de la France dans la lutte contre-insurrectionnelle en Indochine et en Algérie sont aussi utiles en démontrant que, non seulement les mêmes thèmes se répètent un siècle plus tard, mais aussi que la fracture entre la sphère tactique et opérationnelle et la sphère stratégique fut un coin enfoncé dans l'armure que l'ennemi exploita par des embuscades et des IED.



Caméra de combat, AR2005-A01-3444

## L'Algérie au XIX<sup>e</sup> siècle (1839-1857)

### Description générale

La France envahit l'Algérie en 1830, attaquant et s'emparant de sa capitale, Alger. Bien des raisons ont été avancées pour expliquer cette aventure militaire, mais on peut dire qu'elle fut entreprise essentiellement pour des raisons de prestige.<sup>5</sup> Après la perte de plusieurs de ses colonies au XVIII<sup>e</sup> siècle et la défaite de Napoléon, la France cherchait à retrouver son statut antérieur de grande puissance sur la scène internationale. La conquête effective de l'Algérie eut lieu par étapes, des rives de la Méditerranée vers l'intérieur, au sud. Toutefois, la France n'engagea pas d'opérations contre-insurrectionnelles importantes avant 1839, alors qu'elle dominait déjà de grandes parties de l'intérieur de l'Algérie. En 1842, l'engagement militaire de la France atteignait 100 000 hommes,<sup>6</sup> un effort considérable pour un pays comptant alors environ 30 millions de citoyens et entouré de voisins toujours peu amicaux.

En 1839, la résistance aux forces françaises s'était rassemblée autour de la figure charismatique de l'émir Abd-el-Kader (qui n'est pas sans rappeler Oussama ben Laden). Il a été pourchassé pendant des années dans un jeu du chat et de la souris pour être capturé seulement en 1851. Abd-el-Kader a été capable d'organiser l'insurrection à partir du Maroc qui, comme l'actuel Pakistan, affichait une attitude ambiguë à l'égard des

insurgés. Comme l'Irak, l'Algérie était un pays multiethnique, et même la capture d'Abd-el-Kader ne mit pas fin à l'insurrection dont le centre de gravité se déplaça simplement de la population arabe aux Kabyles vivant, pour la plupart, dans les régions montagneuses. Ce ne fut qu'en 1857 que le pays (à l'exception du Grand Désert dans le sud) fut pacifié, vingt-sept ans après la chute d'Alger. Comme dans les actuels Afghanistan et Irak, les insurgés combattirent les troupes étrangères qu'ils considéraient aussi bien comme des envahisseurs que des impies.



Camera de combat AR2006-A01-440

## Les pertes

Il est difficile de déterminer avec précision les pertes subies par les Français entre 1839 et 1857, mais elles furent appréciables. Les publications savantes actuelles ont tendance à se concentrer uniquement sur les pertes directement imputables au feu ennemi, ce qui permet de minimiser les pertes françaises. On peut soupçonner que le fait de minimiser les pertes françaises sert bien aujourd'hui ceux qui partagent un solide engagement politique contre le colonialisme. Par exemple, Lucien Bodard est cité comme estimant le bilan des pertes à environ 10 000 morts.<sup>7</sup> Mais un rapide coup d'œil dans les archives de l'Armée française offre une image différente. Pour la seule période de 1840 à 1842, le nombre de morts a été estimé à 12 500.<sup>8</sup> De même, les mémoires et les lettres de l'époque sont remplies d'histoires de décès, laissant entrevoir un bilan qui serait considéré comme passablement lourd selon les critères actuels, et rendant crédibles les chiffres des archives. Ainsi, une lettre datant de mars 1840 évoque la perte de 300 soldats français à l'occasion d'opérations menées dans les environs de la ville d'Oran.<sup>9</sup> Une autre lettre décrit la perte, en août 1840, de 800 hommes sur les 1 200 que comptait la garnison de Millianah.<sup>10</sup> En janvier 1846, dans la région de Sétif, les Français perdirent 150 hommes en une seule journée, victimes du froid pendant une poursuite sans fin d'insurgés.<sup>11</sup> Ce dernier exemple montre que le bilan réel doit être basé non seulement sur les pertes directement attribuables au feu de l'ennemi, mais aussi sur celles imputables aux maladies, aux éléments et à l'épuisement engendré par la conjugaison des embuscades et des divers types de techniques de harcèlement utilisées par les insurgés. Poursuivre l'ennemi était une activité plutôt meurtrière pour l'Armée française de l'époque. Les tactiques des insurgés étaient, comme de nos jours, les IED, la principale cause des pertes pour les forces contre-insurrectionnelles<sup>12</sup>, et y faire face était déjà considéré, à cette époque, comme un problème crucial pour une armée régulière.<sup>13</sup>

## Adaptations tactiques et opérationnelles

Pour contrer les tactiques des insurgés, l'Armée française dut accomplir un long processus d'apprentissage. L'amélioration fut progressive, depuis l'adoption du képi jusqu'à la sélection de chevaux plus adaptés au climat algérien. De même, les Français créèrent un réseau de bureaux appelés les *bureaux arabes*\* servant à améliorer les relations avec la population locale dans les régions pacifiées et à recueillir du renseignement humain. Le gros des améliorations eut lieu sous le commandement du maréchal Robert Bugeaud qui arriva en Algérie en 1841. Entre autres initiatives, il allégea l'équipement individuel des soldats, remplaça les chevaux et les charrettes par des ânes pour le transport des approvisionnements, n'utilisa que de l'artillerie légère et employa des troupes d'élite de l'infanterie pour escorter les ambulances de campagne (qui étaient parmi les cibles de prédilection des insurgés). Ces améliorations tactiques s'accompagnèrent aussi de changements au niveau opérationnel.



Caméra de combat, AR2006-M012-0052

Le prédécesseur de Bugeaud, le maréchal Charles Valée, avait opté pour un grand nombre de petites garnisons. Ce système était efficace pour occuper des territoires pas trop éloignés des grands centres comme Alger et Oran. Toutefois, quand l'Armée française reprit l'offensive et tenta d'étendre son contrôle à l'intérieur du pays, il devint clair que le modèle de Valée n'était pas efficace. Dès son arrivée, Bugeaud modifia le système des garnisons. Il établit de grandes garnisons servant de bases d'étape pour de grosses colonnes de patrouille et approvisionnées quelques fois par an par de gros convois bien armés.<sup>14</sup> Toutefois, ce système mit beaucoup de temps à s'imposer. En 1851, le général français Yusuf devait encore défendre l'idée d'un système de colonnes très mobiles affectées à une région précise et appuyées par des positions fortifiées bien approvisionnées pour écraser les insurgés dans leur propre territoire.<sup>15</sup> Le système qu'il proposait devait être utilisé cent ans plus tard par l'Armée française en Algérie sous le nom de *quadrillage*\*

## Contexte stratégique et solution

Le contexte stratégique de la campagne d'Algérie est, en fait, la source de sa réussite. Malgré quelques voix qui s'élevèrent en France contre la mission, un large consensus politique s'établit sur la nécessité d'un succès. Le seul véritable débat porta sur les moyens devant être utilisés et les coûts de la guerre. Le gouvernement français finit par créer, en 1841, une commission présidée par le célèbre auteur Alexis de

---

Tocqueville, pour étudier ce qui devait être fait. De Tocqueville remit deux rapports, un en 1841 et un autre en 1847.<sup>16</sup> Il proposa ce qu'on considéra être un « juste milieu ». Selon De Tocqueville, les Algériens devaient se soumettre à la domination française dans un système politique unifié, tandis que la France ne devrait pas tenter de mettre sur pied un gouvernement autonome disposant de pouvoirs délégués ni s'engager dans une campagne d'extermination.

Le point de vue de De Tocqueville était très proche de l'attitude adoptée par Bugeaud sur le terrain, où les tribus qui se soumettaient à la France étaient protégées par les troupes françaises, tandis que celles qui s'y opposaient étaient victimes de raids ou *razzias* systématiques visant à détruire leurs moyens d'existence jusqu'à ce qu'elles se soumettent.<sup>17</sup> Les insurgés adoptèrent en fin de compte la même attitude dans leurs rapports avec les tribus soutenant l'autorité française. L'action de Bugeaud détruisit essentiellement les fondements de la société algérienne, morceau par morceau, jusqu'à ce que le pays soit pacifié.<sup>18</sup> Les méthodes étaient plutôt brutales, mais l'opinion publique française ne s'y opposa pas avec vigueur. Par exemple, un des épisodes les plus sombres se produisit en juin 1845 quand le colonel Aimable Pélissier donna l'ordre d'enfumer des insurgés cachés dans une grotte à proximité de Mostaganem.<sup>19</sup> L'opération tua les insurgés tout comme les autres membres de leur tribu, femmes et enfants compris, ce qui causa un important scandale en France. Mais Pélissier ne fut jamais puni pour cet acte; en fait, il fut même promu au grade de maréchal en 1855.

Cette attitude à l'égard de la contre-insurrection devint finalement une pratique coloniale usuelle. Comme Callwell le résume, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans une guerre coloniale, « les guerriers qui constituent l'ennemi dans de petites guerres se dispersent simplement quand ils sont vaincus. Ils se dispersent dans toutes les directions, mais, sauf si leur expérience de la soumission les a impressionnés, ils sont prêts à se rassembler de nouveau si l'occasion se présente encore. »<sup>20</sup> [*Traduction libre*]

## **Leçons retenues**

La mise en œuvre du système de Bugeaud suscita, au début, d'autres rébellions dans le pays qui culminèrent avec la révolte générale de 1845-1846 pendant laquelle l'Armée française fut au bord de la désintégration.<sup>21</sup> Les évaluations qui furent faites de la situation ressemblent beaucoup à ce qu'on pourrait lire sur l'engagement actuel des Américains en Irak.<sup>22</sup> Ce qui évita l'effondrement de l'Armée française fut la destruction de la suite (*smala*) d'Abd-el-Kader, en mars 1846, qui entraîna la destruction de la plupart des moyens de commandement et de contrôle de l'insurrection. Cinq autres années s'écoulèrent, toutefois, avant qu'Abd-el-Kader soit capturé, et ce ne fut pas avant que l'Armée française ait lancé une expédition au Maroc, un État souverain. Avec le recul, il est clair que l'insurrection fut vaincue non pas par le succès tactique de mars 1846, mais surtout par l'engagement continu du gouvernement de la France et de sa population à l'égard de la pacification et de la colonisation, conjugué à l'utilisation systématique de *razzias* qui, pour l'essentiel, coupèrent l'insurrection de ses racines en obligeant la population à dépendre entièrement de l'autorité française pour sa survie. Cet engagement se maintint malgré l'agitation politique en France, particulièrement la Révolution de 1848 qui mena à la création de la Deuxième République et du coup d'État de Louis-Philippe qui engendra le Second Empire, en 1852. Même plus tard, après la défaite aux mains de la Prusse, en 1870, et la création de la Troisième République, la France demeura fortement engagée dans l'aventure coloniale.

Les méthodes utilisées pendant la période coloniale étaient certainement condamnables sur le plan moral et elles ne peuvent être utilisées par les démocraties occidentales contemporaines. Les valeurs sociales fondamentales ont changé et modifié substantiellement l'environnement stratégique depuis cette époque. Pourtant, la

dynamique de l'insurrection à laquelle répondaient ces méthodes comporte de nombreuses similitudes avec celle d'aujourd'hui. Les insurgés utilisaient avec une grande efficacité des tactiques asymétriques. Mais les mesures tactiques et opérationnelles brutales mises en œuvre par les forces contre-insurrectionnelles eurent du succès uniquement grâce à l'appui tacite de la population française.



Caméra de combat, AR2207-1080-042

## L'Indochine (1946-1954)

### Description générale

Au début de 1945, les Japonais prirent le contrôle complet de l'Indochine et, ce faisant, démontrèrent à la population locale que des non-Occidentaux pouvaient vaincre les Français. Suivant le rétablissement du contrôle nominal de la France après le conflit, l'Indochine était mûre pour une révolte soutenue contre le pouvoir colonial. Entre 1946 et 1954, la France devint de plus en plus engagée dans une campagne contre-insurrectionnelle en Indochine. Au début, la gravité de la menace n'a pas été immédiatement perçue, mais la France dut faire face rapidement à l'obligation stratégique de conserver sa colonie pour éviter un précédent susceptible d'être imité dans l'ensemble de son empire colonial. De plus, après sa défaite aux mains de l'Allemagne en juin 1940, la France était engagée dans la restauration de son statut de grande puissance et ne pouvait se permettre de perdre un conflit colonial au profit d'une bande d'insurgés. Au fil du temps, l'engagement militaire français, incluant les supplétifs et alliés vietnamiens, atteignit près de 450 000 hommes.<sup>23</sup> La France étant toujours en période de récupération des destructions provoquées par la Seconde Guerre mondiale, et cet engagement devint rapidement insoutenable. Le conflit finit par se transformer d'une guerre coloniale en une lutte contre l'expansion internationale du communisme, de manière à gagner le soutien des États-Unis. En 1954, ceux-ci assumaient environ 80 % de la facture de l'effort de guerre.<sup>24</sup>

Les insurgés se réclamaient du marxisme révolutionnaire et étaient connus sous le nom de Viêt-minh. Ils étaient menés par Hô Chi Minh et Vo Nguyễn Giap. Leur doctrine était inspirée par la théorie de la guerre de guérilla de Mao Zédong reposant sur le passage par étapes d'un conflit non classique à une guerre classique. Mais le conflit n'a jamais évolué en une guerre classique au plein sens du terme. En fait, la stratégie clé du Viêt-minh était typique d'une insurrection moderne, telle qu'énoncée simplement par

---

Hô Chi Minh en 1947, quand il disait que « la clé du problème de l'Indochine se trouve dans la situation interne de la France. »<sup>25</sup> En 1949, les insurgés commencèrent à obtenir un appui substantiel de la Chine populaire. Après la défaite des Français à Diên Biên Phu, en mai 1954, les négociations de paix progressèrent rapidement, débouchant sur les accords de Genève de 1954 qui créaient quatre États indépendants en Indochine, à savoir le Nord Viêt-Nam communiste, le Sud Viêt-Nam pro-occidental, le Cambodge et le Laos.

## Les pertes

Avec le développement de la motorisation, de nouvelles expressions apparurent pour décrire les défis auxquels avaient dû faire face les armées du passé quand elles affrontaient des ennemis irréguliers. Une des plus connues est celle de la « rue sans joie »<sup>26</sup> d'après le titre du livre de Bernard Fall de 1961 décrivant les difficultés de l'Armée française en Indochine. La *rue sans joie*\* (l'expression « la voie des embuscades » a aussi été utilisée) était, en fait, un tronçon de la route coloniale (RC) no 1, coincée entre la mer de Chine occidentale et les montagnes du centre du Viêt-Nam où de nombreuses embuscades et des mines improvisées causèrent bien des pertes à l'Armée française. Selon Fall, les pertes totales de l'Union française et de ses alliés en Indochine s'élevèrent à environ 94 000 hommes. Des statistiques précises sont difficiles à trouver, mais, comme l'a évoqué Jacques Chirac dans un discours<sup>27</sup> commémorant la mémoire de ceux qui tombèrent à Diên Biên Phu, même pendant la bataille classique, de nombreuses pertes furent causées par des embuscades. En fait, les Français avaient l'habitude d'appeler la guerre d'Indochine la sale guerre\* pour souligner jusqu'à quel point les embuscades, mines et IED jouèrent un rôle important dans le conflit. Il est révélateur de constater que quelques années plus tard, les Américains firent face au même problème sur le même tronçon de la route coloniale 1, et que Fall lui-même mourut tragiquement en 1967 à la suite de l'explosion d'une mine.

## Adaptations tactiques et opérationnelles

Du point de vue tactique, l'Armée française s'améliora progressivement en entraînant mieux ses troupes à détecter et à désamorcer les IED grâce aux leçons retenues, et en utilisant des patrouilles en profondeur dans un rôle plus offensif, de manière à réduire les risques d'embuscades pour ses troupes. Les améliorations furent si importantes qu'en 1951, le Viêt-minh dut revenir à des tactiques de guérilla, déviant ainsi de la théorie de la guerre révolutionnaire de Mao.<sup>28</sup> Ces améliorations tactiques atteignirent leur niveau optimal en 1953 avec des opérations couronnées de succès comme Castor et Mouette qui permirent de nettoyer de vastes zones du Tonkin de la présence d'insurgés.<sup>29</sup>

Ces mêmes améliorations tactiques furent intégrées dans une approche opérationnelle plus globale reposant sur l'utilisation de positions fortifiées et de missions de patrouilles très mobiles. Après la soi-disant bataille de la route coloniale no 4, en septembre et octobre 1950, l'Armée française procéda à une réduction du nombre de petits postes à travers le pays pour concentrer ses forces dans des positions fortifiées. Comme le disait, en 1953, un officier français cité par Fall et rappelant la logique du conflit en Algérie au XIX<sup>e</sup> siècle, il y avait :

« Une ligne fortifiée française autour du Delta que nous appelions la “ Ligne maréchal de Lattre ” — d'environ 2 200 casemates formant 900 forts. Nous allions empêcher les communistes d'avoir accès à 8 millions de personnes dans ce delta et aux 3 millions de tonnes de riz qu'elles produisaient. Nous allions en fin de compte les affamer et les priver de contacts avec la population... La plupart de ces villages étaient régis en fait par les communistes. »<sup>30</sup> [Traduction libre]

Cette approche opérationnelle, bien qu'elle assurait une meilleure concentration de la force, était néanmoins problématique parce qu'elle exigeait beaucoup d'effectifs. Elle fut critiquée, car elle détournait de bonnes troupes des missions de patrouille agressives.<sup>31</sup> Seule l'utilisation systématique des parachutistes et des légionnaires dans des opérations contre-insurrectionnelles proactives ou de réaction rapide permit d'obtenir un certain succès. Cette approche était connue comme le Plan Navarre, du nom du commandant des forces françaises en Indochine. Néanmoins, le Viêt-minh fut très efficace pour étendre ses opérations ailleurs, forçant les Français à défendre autant le Laos que le territoire du Tonkin. Des renforts furent demandés, mais le gouvernement français refusa, puisqu'il aurait dû faire appel à des conscrits pour tout effectif supplémentaire — une décision comportant un prix politique trop grand.<sup>32</sup> Comme l'a noté Irving, aux yeux de Pierre Mendès-France « la France n'avait ni les hommes, ni l'argent pour résoudre le problème de l'Indochine par la force, sauf évidemment si elle était prête à payer le prix élevé associé à l'envoi de conscrits et à retarder la reprise de sa propre économie. »<sup>33</sup>



Caméra de combat, AR2008, Z135-02

## Contexte stratégique et solution

Certains croient peut-être que la bataille de Diên Biên Phu, en 1954, a été le tournant de la guerre, soit essentiellement un combat classique pour protéger le Laos des opérations du Viêt-minh. En fait, la guerre fut perdue en France sur le terrain politique comme l'avait prévu Hồ Chi Minh en 1947.<sup>34</sup> Diên Biên Phu fut, du point de vue du milieu militaire, une défaite mineure pour un contingent de troupes françaises et alliées de près d'un demi-million d'hommes. Le Viêt-minh subit des pertes bien plus importantes, dont bon nombre venaient de ses troupes les mieux entraînées.<sup>35</sup>

La *sale guerre*\* a miné l'opinion publique française et, au fil du temps, remis sérieusement en question sa foi dans la légitimité de l'entreprise coloniale.<sup>36</sup> De plus en plus de voix s'élevèrent pour réclamer une solution négociée dans un contexte où le gouvernement français était particulièrement faible sous l'effet des institutions de la Quatrième République.<sup>37</sup> Le gouvernement français tenta de résoudre certains des problèmes politiques et sociaux les plus pressants de l'Indochine, mais ce fut la plupart du temps trop peu, trop tard.<sup>38</sup> Le régime colonial avait perdu irrémédiablement la légitimité limitée qu'il avait aux yeux de la population indochinoise.

---

## Leçons retenues

Les forces françaises en Indochine eurent à faire face constamment à des embuscades, des mines et des pièges. Malgré les améliorations apportées à leurs méthodes contre-insurrectionnelles, aux niveaux tactique et opérationnel, ils continuèrent à subir des pertes passablement importantes. La *sale guerre*\* était un phénomène nouveau et profondément problématique, mais, par malheur pour les Français, il n'y avait pas de solution stratégique au problème stratégique qu'elle créait. L'engagement stratégique à conserver telle quelle la colonie était fort au début, mais il s'affaiblit progressivement jusqu'au point où la défaite devint une option acceptable.

L'un des points les plus faibles de l'approche française à l'égard du conflit d'Indochine fut certainement l'absence de mesures politiques et sociales pour intégrer la société indigène dans un partenariat plus large avec la France. Les Français prirent beaucoup de temps à se rendre compte que faire face à une insurrection concernait autant les rapports avec la population que la lutte contre les insurgés. Leurs ancêtres qui avaient combattu en Algérie au XIX<sup>e</sup> siècle l'avaient compris même s'ils avaient employé des moyens extrêmes pour parvenir à leurs fins. Plusieurs erreurs furent commises pendant le conflit, mais elles offrirent aux Français une base pour mettre en place une nouvelle approche de la contre-insurrection en Algérie quelques années plus tard.

## L'Algérie au XX<sup>e</sup> siècle (1954-1962)

### Description générale

En 1954, la France venait tout juste de subir l'échec d'une opération contre-insurrectionnelle majeure en Indochine quand elle fut entraînée dans une autre en Algérie. Cette fois, cependant, le gouvernement français perçut la situation de façon tout à fait différente. L'Algérie était en face, sur l'autre rive de la Méditerranée, à quelques heures de Marseille. De même, plus d'un million de colons français vivaient parmi huit millions d'indigènes musulmans. Avec son importante population non musulmane, l'Algérie était considérée dans le domaine administratif comme faisant partie intégrante de la France métropolitaine. Ainsi, en 1954, le slogan de François Mitterrand « l'Algérie c'est la France » était éloquent et démontrait la nouvelle détermination à faire face à l'insurrection croissante. Pour s'assurer que l'Algérie demeure française, Paris y affecta en définitive 400 000 hommes, parmi lesquels on comptait de nombreux réservistes et conscrits. Enfin, il est important de noter que l'expérience de la guerre révolutionnaire en Indochine incita les forces armées françaises à mettre au point leur propre contre-mesure visant à dominer la population : la guerre contre-révolutionnaire.<sup>39</sup>

L'ennemi en vint à se rassembler au sein du *Front de libération nationale* (FLN), inspiré autant par le nationalisme que par des idéologies révolutionnaires. Le FLN ne fut jamais capable de mener de quelconques engagements militaires substantiels ni d'utiliser des formations plus importantes qu'une compagnie. Le FLN employa essentiellement la guerre de guérilla et le terrorisme comme principales tactiques. Il eut recours non seulement à des embuscades et des mines improvisées contre l'Armée française, mais il monta aussi des attaques terroristes contre la population non musulmane et les musulmans collaborant avec le régime français. De même, le FLN organisa des manifestations et des attaques terroristes en France métropolitaine. Le FLN obtint la plus grande partie de son soutien militaire de l'Égypte dont le dirigeant, Nasser, était engagé dans la lutte contre le colonialisme européen. Le FLN put utiliser la Tunisie et le Maroc voisins comme bases d'opérations jusqu'au moment où l'Armée française verrouilla efficacement les frontières. La stratégie du FLN visait à augmenter les coûts de la contre-insurrection jusqu'à un niveau insoutenable tout en profitant de la répression accrue des Français pour gagner davantage l'appui des Algériens indigènes.<sup>40</sup>

## Les pertes

Le défi posé par les embuscades, les pièges, les dispositifs explosifs et les mines était également important en Algérie. Les forces françaises perdirent environ 28 000 hommes.<sup>41</sup> Il est difficile de déterminer les causes des décès, mais le ministère français de la Défense a établi que près de 16 000 hommes périrent au combat ou du fait d'attaques non classiques (*attentats\**).<sup>42</sup> Compte tenu des tactiques du FLN, on peut raisonnablement présumer que la vaste majorité de ces morts a été le fait d'embuscades et de mines. Dans les premières phases de la guerre, l'Armée française, les postes de police et les patrouilles étaient régulièrement les cibles d'embuscades d'unités de guérilla du FLN qui causèrent des pertes élevées.<sup>43</sup> Les embuscades et les mines continuèrent à faire des victimes jusqu'à la toute fin du conflit.<sup>44</sup>



Caméra de combat | S2004-9011a

## Adaptations tactiques et opérationnelles

Les embuscades que subissait constamment l'Armée française, l'extension de l'insurrection et les attaques terroristes contre la population européenne de l'Algérie forcèrent les Français à adopter une série de contre-mesures. En décembre 1956, le général Raoul Salan fut désigné commandant en chef en Algérie; rapidement, il conçut et mis en œuvre un plan contre-insurrectionnel basé sur les leçons retenues de la guerre d'Indochine. Un système baptisé *quadrillage\** fut instauré pour diviser le pays au moyen d'une grille. Une force permanente fut affectée à la patrouille et à la pacification de chaque carré de la grille. Cette innovation opérationnelle fut possible uniquement parce que le gouvernement français accepta de gonfler les effectifs avec des réservistes et des conscrits.<sup>45</sup> Sur le plan de la tactique, l'Armée française mit un certain temps à s'adapter à la guerre de contre-guérilla,<sup>46</sup> mais les leçons retenues et une utilisation plus efficace du renseignement humain fourni par des musulmans pro-français finirent par rapporter des dividendes. Après qu'une région avait été pacifiée, l'armée était affectée au soutien des unités de reconstruction civilo-militaires appelées *Sections Administratives Spécialisées\** qui se consacraient au rétablissement de la vie normale dans les

---

collectivités par la réalisation de projets et la distribution de nourriture et de médicaments. Pour soutenir davantage la mise en œuvre générale du plan, un centre d'instruction sur la contre-insurrection ouvrit ses portes en 1957 dans la ville algérienne d'Arzew pour former les officiers arrivant en Algérie aux différents aspects de la lutte contre-insurrectionnelle, depuis la détection des pièges jusqu'à la sociologie des populations musulmanes, en passant par le développement des réseaux d'informateurs.<sup>47</sup>

La deuxième mesure importante fut la création d'une *Réserve Générale\** (RG) formée de forces d'élite mobiles pouvant frapper chaque fois que des concentrations de guérilleros du FLN étaient repérées. L'utilisation de la RG était problématique au début en raison d'une mauvaise coordination entre celle-ci et les forces engagées dans le *quadrillage\**. Souvent, les efforts pour gagner le soutien de la population étaient minés par les méthodes brutales des parachutistes et légionnaires composant la RG.<sup>48</sup> Les demandes faites à la RG excédaient sa capacité d'action, même si elle jouissait d'une capacité de transport aérien substantielle.<sup>49</sup> Les forces locales de *quadrillage\** devaient être appuyées par les milices locales pour tenir le terrain jusqu'à l'arrivée de la RG, ce qui laissait au FLN amplement de temps pour décrocher. Ainsi, les positions françaises ne furent jamais tout à fait sûres, même dans les zones pacifiées.

La dernière mesure importante, qui exigea aussi des effectifs considérables, fut la fortification et le verrouillage des frontières, particulièrement la Ligne Morice le long de la frontière avec la Tunisie. En 1957 et 1958, environ 80 000 hommes défendaient les frontières, 300 000 étaient engagés dans le *quadrillage\** et seulement 15 000 étaient affectés à la RG.<sup>50</sup>

### **Contexte stratégique et solution**

Pour l'essentiel, l'Armée française avait remporté la bataille militaire en Algérie en 1960. Le pays était en grande partie pacifié, les pertes étaient à un niveau tolérable de 30 000 hommes et même de larges segments de la population musulmane étaient du côté de la France, fournissant environ 100 000 hommes appelés « harkis ». Les leçons de l'Indochine furent retenues et mises en pratique avec efficacité. Toutefois, cela n'empêcha pas la France de perdre l'Algérie en lui accordant son indépendance en 1962 avec la ratification des accords d'Evian.

La bataille tactique engagée dans la capitale, Alger, en 1957 fut un succès pour l'Armée française qui réussit pour l'essentiel à éradiquer le terrorisme du FLN. Toutefois, les méthodes brutales employées par les parachutistes se traduisirent, en fin de compte, par une défaite stratégique pour la France. Nul doute que la réprobation publique des méthodes employées par les parachutistes pendant la bataille d'Alger contribua à la défaite française, mais il faut en chercher les autres causes.

Le FLN adapta clairement ses actions militaires à un plan devant engendrer une victoire politique et diplomatique à l'extérieur de l'Algérie.<sup>51</sup> Le FLN mena aussi une campagne terroriste en 1959 et 1960 sur le territoire de la France métropolitaine qui réussit à démontrer que la guerre s'étendait au-delà des frontières de l'Algérie et qu'elle se poursuivait jusqu'à ce que la France cède. En 1961, le FLN put organiser de grandes manifestations à Paris qui renforçaient parmi les Français le sentiment d'inutilité et protestaient contre les façons déshonorables avec lesquelles la France avait conduit ses opérations militaires.<sup>52</sup> En fait, le FLN exploitait une ligne de faille critique de la société française qui avait été ouverte par le conflit indochinois et qui concernait sa vocation coloniale.<sup>53</sup> La société française était profondément divisée, et la guerre n'a fait qu'accentuer cette division<sup>54</sup> qui trouva sa manifestation ultime dans la mutinerie d'une partie de l'Armée française quand elle apprit que le gouvernement français négociait un accord avec le FLN. Selon certains analystes, ce fut l'utilisation généralisée des

réservistes et des conscrits qui rapprocha trop la guerre du pays et pava la voie pour des conditions politiques propices à une défaite stratégique.<sup>55</sup> La bataille d'Alger fut peut-être un tournant politique, mais elle n'était que la continuation des mêmes tactiques dont furent témoins bon nombre de citoyens-soldats français. Les évaluations françaises des pertes civiles en Algérie varient de 300 000 à 400 000 morts, bien que certaines évaluations algériennes dressent un bilan pouvant atteindre 1 500 000 décès.



Caméra de combat, IS2007-0457

## Leçons retenues

L'effort de contre-insurrection en Algérie au XX<sup>e</sup> siècle est très instructif. Bien qu'une utilisation efficace des méthodes contre-insurrectionnelles tactiques et opérationnelles puisse produire un succès militaire, elle ne peut conjurer une défaite stratégique. Le FLN utilisa des embuscades, des mines et le terrorisme comme des armes stratégiques visant directement à alimenter les doutes au sujet de l'entreprise coloniale. La France n'avait pas de réponse stratégique à ces attaques. L'Armée française commit une grave erreur en présumant que les réponses tactiques et opérationnelles, associées à diverses tentatives visant à rallier la population, suffiraient à contrer la menace de la guerre non classique menée par le FLN.

Une autre importante leçon de ce conflit est que la forte détermination de l'élite politique d'un pays à mener une contre-insurrection ne suffit pas. Dans les États démocratiques, l'élite politique peut maintenir une apparence d'unité pendant un certain temps, mais à long terme cette unité s'érodera sérieusement. Cela est particulièrement vrai dans le contexte d'une contre-insurrection qui est presque par définition un type de conflit qui dure des années. Le recours à des conscrits ne fait qu'exacerber les pressions sur les politiciens pour un désengagement des conflits à l'étranger et agrandit les lignes de faille politiques existant dans toute société démocratique.

## Discussion

Les cas qui viennent d'être exposés montrent bien qu'à différentes époques et dans différents conflits, les embuscades et les IED ont constitué des problèmes, et que diverses solutions tactiques et opérationnelles ont été trouvées et mises en œuvre, mais qu'en dernier ressort, c'est le contexte stratégique qui fut déterminant. Au XXI<sup>e</sup> siècle, les démocraties occidentales continueront non seulement d'être très sensibles à toute

---

accusation de néo-colonialisme ou de violation des droits humains, mais elles sont aussi, dès à présent, très sensibles aux pertes. Pour cette raison, la lutte contre les embuscades et les IED n'est pas au sens strict une question militaire, bien qu'elle ait lieu dans un cadre militaire et exige l'emploi de moyens militaires. Pour faire face efficacement à de telles menaces, il faut comprendre que celles-ci sont reliées directement aux sphères politique et sociale qui sont les véritables cibles des campagnes d'embuscades et d'IED menées par les insurgés. Des tactiques, comme les embuscades et les IED, sont utilisées par les insurgés pour saper graduellement la volonté politique des forces étrangères de contre-insurrection et pour déstabiliser les bases sociales du régime politique que les forces de contre-insurrection cherchent à établir et protéger. Si les efforts de lutte contre les embuscades et les IED restent aux niveaux tactique et opérationnel, les insurgés pourront conserver l'initiative sur le plan stratégique. Notre incapacité à intégrer pleinement les mesures de lutte contre les embuscades et les IED dans une stratégie globale doit être considérée comme un de nos centres de gravité (dans le sens de l'approche manœuvrière). Plus une force armée régulière se concentre sur les aspects tactiques et opérationnels, moins elle est apte à faire face aux armes stratégiques comme les embuscades et les IED.

Cette faiblesse devient particulièrement évidente quand on examine le fonctionnement de la contre-insurrection dans le contexte du dilemme classique de l'art opérationnel entre la concentration et la dispersion de la force. La concentration de la force favorise la protection de la force et les actions offensives, mais laisse de grandes zones géographiques sans présence militaire substantielle. La dispersion de la force permet une couverture plus complète d'un territoire, mais expose les formations plus petites aux attaques et rend plus difficile la préparation d'opérations offensives. Dans un conflit classique, ce dilemme peut être résolu au moyen de diverses solutions selon une multitude de facteurs comme la taille des forces, le terrain, la puissance de feu, la mobilité et le renseignement. Toutefois, il est beaucoup plus difficile à résoudre dans le contexte d'un conflit contre-insurrectionnel moderne parce que l'établissement de la sécurité pour permettre le rétablissement de l'ordre social est une nécessité politique, tout comme il est aussi nécessaire de protéger des unités plus petites. En d'autres mots, il faut localement protéger la population locale contre les insurgés pour gagner son appui, et c'est pourquoi la dispersion semble appropriée. D'autre part, les forces expéditionnaires occidentales tendent à être soumises à un « deuxième front intérieur » politique où les pertes peuvent influencer considérablement sur le soutien populaire de leur mission. Ainsi, compte tenu de cet impératif national, la concentration pour une meilleure protection de la force semble plus appropriée.

Dans les sociétés totalement engagées dans la contre-insurrection, la dimension stratégique des embuscades et des IED ne joue pas un aussi grand rôle, car le soutien de la population peut être pris pour acquis. Au XIX<sup>e</sup> siècle, en Algérie, les Français purent trouver une réponse au dilemme entre la concentration et la dispersion sans trop s'inquiéter de son effet sur le plan stratégique. Dans ce contexte, on peut comprendre que Charles Callwell pouvait prétendre qu'on avait trouvé la solution finale à ce dilemme. En se fondant sur l'expérience coloniale européenne, il conclut que la solution résidait dans une série de positions fortifiées dotées de stocks importants (pouvant ainsi être réapprovisionnées moins souvent) combinée à des forces très mobiles pour frapper l'ennemi avec l'appui d'un réseau efficace de renseignement humain. Selon lui :

« Les “ poussées ” engagées dans les derniers jours de la guerre des Boers [1899-1902] peuvent être décrites comme le dernier cri dans la stratégie contre les guérilleros ennemis. En principe, ces poussées combinaient un système de subdivision du théâtre de guerre en sections, l'emploi de troupes très mobiles, une action des plus énergique et une utilisation optimale de postes fortifiés... Il

---

n'y a pas de guerre où un service de renseignements bien organisé et bien exécuté soit plus nécessaire que dans la guerre de guérilla. »<sup>56</sup>

Pour apprécier à sa juste valeur le point de vue de Callwell, toutefois, il faut se rappeler que pour lui et ses contemporains « la guerre de guérilla, en fait, signifiait une nuisance mineure née de la nécessité plutôt que des opérations d'une portée remarquable. »<sup>57</sup> Ce qui était perçu autrefois comme une « nuisance mineure » est devenu de nos jours un problème crucial.

Les militaires français ont aussi trouvé des réponses en Indochine et en Algérie au XX<sup>e</sup> siècle, mais la dimension stratégique ne faisait pas partie de la solution. Ils ont continué à la tenir pour acquise ou, au mieux, ils s'en sont complètement déchargés sur les politiciens. Ils n'ont pas su reconnaître l'émergence d'une nouvelle ère stratégique dans laquelle un engagement politique complet à l'égard d'une contre-insurrection expéditionnaire n'était plus possible.

Stephen Blank démontre de manière très intéressante, dans son analyse de la guerre des Soviétiques en Afghanistan, que la même méthode décrite par Callwell fut, en fin de compte, adoptée presque cent ans plus tard. Il décrit ainsi la méthode opérationnelle des Soviétiques :

« Le recours généralisé à un système de centres de résistance échelonnés et protégés par de vastes champs de mines et d'installations gardant les centres urbains et l'infrastructure logistique contribua à façonner l'utilisation des forces tant pour des opérations défensives que pour la transition rapide à des opérations de contre-attaque. Des forces spéciales et des forces aéroportées étaient souvent affectées à ces opérations. Et le recours permanent à une défense combinée, active et passive et à des fortifications réussit à entraver les offensives des Moudjahiddines entre 1988 et 1990. »<sup>58</sup> [Traduction libre]

L'Union soviétique n'était pas ce que l'on peut appeler une démocratie, mais elle n'était pas non plus à l'abri des défis de la nouvelle ère stratégique. Les Soviétiques ne comprirent pas, eux non plus, que la dimension stratégique du conflit était un problème autant pour les militaires que pour les politiciens. Ainsi, en fin de compte, la victoire ou la défaite dépend des conditions stratégiques et cela est vrai aussi bien pour les démocraties que pour les dictatures.

Ces défis jouent un très grand rôle dans le conflit actuel en Irak. Il est trop tôt pour dire si la décision opérationnelle d'augmenter le nombre de troupes en Irak et la diminution apparente de la violence auront un effet permanent. Mais il est clair que les Américains font face au même dilemme fondamental sur la manière d'obtenir le meilleur résultat de la concentration et de la dispersion tout en tenant le terrain, protégeant la population et traquant les insurgés. Des troupes supplémentaires sur le terrain peuvent aussi offrir aux insurgés des occasions additionnelles d'infliger des pertes par des embuscades et des IED.

Il est aussi intéressant de noter que le débat sur la manière de faire face à la situation en Irak reflète des questions plus anciennes auxquelles les forces contre-insurrectionnelles antérieures ont eu à répondre. Le cycle tactique des mesures et contre-mesures se poursuit, tandis que les mines grossissent et sont enfouies plus profondément et que les types d'emplacements se multiplient. Comme le signale le Time, en réaction à l'augmentation des effectifs américains :

« Certains chefs insurgés sont revenus aux tactiques qui avaient connu du succès auparavant, comme le déplacement des opérations vers des régions où il y a relativement peu de troupes américaines... Ils ont commencé à s'en prendre à de nouvelles cibles, comme les hélicoptères américains et les ponts

---

importants qui relient Bagdad au reste du pays. Ce sont autant de nouveaux types d'attaques et il y en a tellement qu'il est difficile d'en tenir le compte. »<sup>59</sup> [Traduction libre]

Comme dans les cas historiques présentés précédemment, l'idée d'utiliser des réseaux de fortifications en Irak a été discutée à titre de contre-mesure, sans tenir compte de l'implication stratégique d'une telle suggestion, comme en fait foi l'extrait suivant :

« Les fortifications peuvent être un élément efficace d'une stratégie offensive et elles peuvent augmenter la probabilité de succès des opérations offensives amies, particulièrement quand elles sont en travers des lignes de communication de l'ennemi. Bien placées, elles contribuent au succès de l'offensive en bloquant les lignes de retraite de l'ennemi, en raccourcissant la distance en termes de temps et d'espace par rapport aux points culminants de l'ennemi et en allongeant cette même distance par rapport aux points culminants des forces amies grâce à l'amélioration de leur ravitaillement. Dans une guerre irrégulière, des fortifications positionnées avec soin peuvent façonner le champ de bataille pour permettre la victoire. »<sup>60</sup> [Traduction libre]

Mais, comme dans le passé, les fortifications peuvent être la cible de contre-mesures de l'ennemi et créer aussi un faux sentiment de sécurité potentiellement très contre-productif au niveau stratégique. Un autre officier américain fait valoir ce qui suit :

« Il est vital de maintenir un esprit offensif; l'adoption d'une attitude défensive pour réduire les risques pour le personnel de COIN est, en fin de compte, contre-productive. Le manuel de campagne (FM) 3-24 dit que " si les forces militaires ne quittent pas leur base, elles perdent le contact avec la population, semblent avoir peur et cèdent l'initiative aux insurgés. "... Bien qu'il soit évident qu'il faille protéger les forces contre les effets des IED, on doit faire encore plus d'efforts pour protéger les forces et la population en empêchant d'abord l'ennemi de les poser. »<sup>61</sup> [Traduction libre]

Il est difficile de déterminer si les forces américaines en Irak ont trouvé le juste équilibre opérationnel. Ce qui est clair, toutefois, c'est que les embuscades et les IED continueront de miner la volonté politique de combattre. Les contre-mesures stratégiques exerçant des pressions sur l'Iran pour qu'elle cesse de soutenir les insurgés, particulièrement en les aidant à concevoir et à fabriquer de nouveaux types d'IED, sont un pas dans la bonne direction. Toutefois, là encore, les forces contre-insurrectionnelles font face à une situation dans laquelle il ne reste plus beaucoup de temps pour mettre en œuvre efficacement une solution stratégique aux défis posés par les embuscades et les IED sur le front politique intérieur.

## **CONCLUSION**

Répétons-le, il ne peut y avoir absolument aucun doute sur le fait que les forces armées doivent mettre la priorité sur la protection des forces dans une contre-insurrection et qu'elles doivent travailler sans relâche à trouver des contre-mesures aux embuscades et aux IED. Toutefois, étant donné que les embuscades et les IED sont les moyens d'existence même des insurgés, il est fort peu probable qu'ils cessent de chercher de nouvelles tactiques à utiliser en opposition aux forces contre-insurrectionnelles étrangères. L'histoire démontre jusqu'à quel point les insurgés peuvent faire preuve de créativité et d'imagination dans la mise au point de nouvelles manières d'attaquer leurs ennemis. Comme dans le passé, c'est une illusion dangereuse de croire qu'il est possible de trouver une parade universelle aux embuscades et aux IED.

---

Les embuscades et les IED ont été et continuent d'être les marques de commerce de la guerre insurrectionnelle. Les conflits actuels en Afghanistan et en Irak ne font pas exception. Contrairement aux formes classiques de la guerre, l'insurrection ne vise pas à vaincre les forces armées de l'ennemi. Elle a plutôt pour but de démoraliser le leadership politique de l'adversaire et de miner le support de sa population. Les embuscades et les IED deviennent ses tactiques préférées quand elle dispose de moyens limités et qu'elle poursuit des objectifs qui appartiennent par définition au niveau stratégique. En d'autres termes, il s'agit de la solution optimale pour quiconque cherche à éviter de combattre un ennemi aux moyens militaires supérieurs tout en engageant activement ce même ennemi sur le plan politique où il est relativement vulnérable.

Dans ce contexte, les activités des FC contre les IED doivent être intégrées dans un véritable plan stratégique beaucoup plus complexe qu'une simple amélioration de la stratégie de communication publique. Les forces doivent faire des pressions pour l'adoption d'une véritable stratégie nationale visant à renforcer notre résistance nationale. Nos politiciens ne seront peut-être pas très réceptifs à une telle proposition, mais c'est certainement le meilleur avis militaire que les FC peuvent leur donner à l'heure actuelle.

---

## Au sujet de l'auteur...

Éric Ouellet possède un baccalauréat et une maîtrise en science politique de l'Université Laval de Québec, ainsi qu'un doctorat en sociologie des organisations de l'Université York de Toronto. Il travaille, à l'heure actuelle, en tant que scientifique de la Défense pour Recherche et développement pour la défense Canada, au Centre d'analyse et de recherche opérationnelle (CARO) à Ottawa. Il a écrit des ouvrages sur le leadership et le commandement militaires et il poursuit en ce moment des recherches sur les défis organisationnels de la contre-insurrection. Il a été auparavant professeur au Collège des Forces canadiennes de Toronto et au Département des études sur la défense du Collège militaire royal du Canada. Il a servi comme réserviste au sein des Voltigeurs de Québec dans les années 80.

---

## Notes

1. Callwell. *Small Wars*, p. 125. N.D.T. : Page 122 de la traduction, par le Lcol Septans de l'infanterie de marine, de l'édition originale parue en 1896 de *Small Wars: A Tactical Textbook for Imperial Soldiers*, publiée sous le titre de *Petites guerres* par les éditions Lavauzelle, sans date, et rééditée en 1998 par les éditions Économica, à Paris. Certains passages cités dans le présent article n'apparaissent pas dans l'édition française.
  2. Voir Chivers, C.J. « Dutch Soldiers Stress Restraint in Afghanistan. » *New York Times* (6 avril 2007), version Internet consultée le 11 septembre 2007 à l'adresse suivante : <http://www.nytimes.com/2007/04/06/world/asia>.
  3. Pour des analyses intéressantes de ces conflits, voir Clutterbuck, *The Long, Long War*; Coates, *Suppressing Insurgency*; Harrison, *The Endless War*; Hunt, *Pacification*; Kinnard, *The War Managers*; Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife*; Moyer, *Triumph Forsaken*; Thompson, *No Exit from Vietnam*.
  4. Beckett. *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies*, p. vii.
  5. Qu'il s'agisse de l'historiographie plus ancienne comme celle proposée par De la Gorce dans *La conquête de l'Algérie*, ou celle plus récente et critique proposée par des chercheurs comme Le Cour Grandmaison dans *Coloniser, exterminer : sur la guerre et l'état colonial*, il n'y a pas de divergences substantielles dans l'interprétation des origines de la campagne d'Algérie au XIX<sup>e</sup> siècle.
  6. De la Gorce. *La conquête de l'Algérie*, p. 94.
  7. Voir la page internet [www.quivid.fr/2007/Defense\\_Nationale/Guerres\\_Francaises/1](http://www.quivid.fr/2007/Defense_Nationale/Guerres_Francaises/1), consultée le 16 novembre 2007.
  8. Compilation de Carré et coll. *Algérie: Inventaire de la sous-série 1H*.
  9. « Voilà, mon général, quelle a été l'affaire du 13 mars qu'on fera passer pour une victoire et où, cependant, nous avons été forcés d'abandonner le champ de bataille avec une perte de 300 hommes. . . » dans Beaulaincourt-Marles. « Lettre du capitaine Brayer. » *Campagnes d'Afrique*, p. 188 et 189.
  10. MacMahon. *Mémoires*, p. 151.
  11. « Lettre du lieutenant-colonel Canrobert » dans Beaulaincourt-Marles, *Campagnes d'Afrique*, p. 452.
  12. Par exemple, dans une lettre datée du 17 novembre 1845, le lieutenant-colonel Canrobert écrivait, « Les Arabes suivant la tactique de leur chef Abd-el-Kader, n'attaquent plus les colonnes un peu fortes, ils les harcèlent de loin, leur cause des fatigues inouïes, les forces à se diviser et se ruent sur les petits détachements. » dans Beaulaincourt-Marles, *Campagnes d'Afrique*, p. 441.
-

13. Une lettre de février 1841 du chef de bataillon De Lioux se lit ainsi : « Je ne crois pas que ce soit en Algérie que l'on apprenne l'art de la guerre ; c'est une partie de chasse sur une grande échelle, où les régiments viennent s'user, se fondre en peu de temps ; trois mois après leur arrivée, ils ne savent plus s'aligner, tout ce qu'on a appris s'en va bientôt. . . » dans Sophie Beaulaincourt-Marles, *Campagnes d'Afrique*, p. 221. \* N.D.T. Les mots en italique suivis d'un astérisque sont en français dans le texte original anglais de cet article.
14. Voir De la Gorce. *La conquête de l'Algérie*, p. 89. En fait, Bugeaud ferma près des deux tiers des postes avancés français en 1841. Voir Rousset. *La conquête de l'Algérie*, Vol. 1, p. 11.
15. Yusuf. *De la guerre en Afrique*, p. 7-8.
16. Tocqueville. « Travail sur l'Algérie » et « Rapport sur l'Algérie (1847), » dans *Œuvres complètes*.
17. Selon les mots du colonel Dubern dans une lettre de mars 1846, « Les chevaux, les bœufs et même les moutons vont manquer totalement : la guerre a détruit les premiers et entravé leur reproduction ; les razzias alternatives des Arabes et les nôtres ont achevé l'extinction de la race bovine, déjà commencée par la consommation imprudente des veaux et des vaches ; il en a été de même pour les moutons. Au résumé, nous détruisons le pays que nous prétendons coloniser et civiliser. » dans Beaulaincourt-Marles, *Campagnes d'Afrique*, p. 476.
18. Kelly. *Soldats perdus*, Paris, Fayard, 1967, p. 211.
19. De la Gorce. *La conquête de l'Algérie*, p. 113.
20. Callwell. *Small Wars*, p. 86.
21. Les lettres alarmistes étaient courantes à l'époque. Par exemple, on peut lire dans une lettre de Henry Mallarmé datant de février 1846 : « C'est le plus grand désastre qu'ait éprouvé l'armée d'Afrique depuis vingt-cinq ans. [...] La position est grave, la guerre est devenue plus sérieuse que jamais » dans Beaulaincourt-Marles, *Campagnes d'Afrique*, p. 464 et 465. Le colonel Flô écrit en mars 1846 : « À aucune époque, depuis 1830, cet état n'a été moins rassurant, et il l'est devenu d'autant moins dans ces derniers temps qu'il n'est plus possible de prévoir désormais quelle sera l'issue de la crise » dans Beaulaincourt-Marles, *Campagnes d'Afrique*, p. 477. Il ajoute plus tard : « les deux causes principales de cette impuissance tiennent à la dispersion extravagante de notre armée, divisée en une multitude de petites colonnes sans lien, sans force, manœuvrant au hasard. . . » Idem, p. 481.
22. Par exemple, une lettre d'un haut fonctionnaire impliqué dans la campagne d'Algérie en 1846 se lit ainsi : « On a donné à M. Bugeaud cent mille hommes et cent millions [francs], deux ou trois fois plus qu'à ses prédécesseurs et, au bout de tout cela, il se trouve que notre cavalerie est détruite, notre infanterie exténuée, qu'aucun résultat n'est obtenu, que le désordre est partout dans la guerre, dans la politique, dans l'administration, et que le découragement s'empare de tous les esprits. » dans Beaulaincourt-Marles, *Campagnes d'Afrique*, p. 474.
23. Windrow. *The French Indochina War 1946-1954*, p. 11.
24. Kinnard. *The War Managers*, p. 16.
25. Devilliers. *Histoire du Vietnam de 1940 à 1952*, p. 371.
26. Fall. *The Street Without Joy*.
27. Discours à Paris le 7 mai 2004 par le président français d'alors, Jacques Chirac, sur le 50e anniversaire de la fin de la bataille de Diên Biên Phu. Disponible sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.elysee.fr>, consultée le 23 octobre 2007.
28. Kelly. *Soldats perdus*, p. 68.
29. Irving. *The First Indochina War*, p. 118.
30. Fall. « The theory and practice of insurgency and counterinsurgency », p. 52.
31. Pierre Dallier écrit : « Mais le général de Lattre décidait aussi de couvrir le Delta tonkinois par un système fortifié essentiellement composé de blockhaus bétonnés, qui allaient immobiliser une vingtaine de bons bataillons opérationnels, de tirailleurs en particulier, qui manqueront à nos forces mobiles. » Dans *Le 4e R.T.M.*, p. 18.
32. Irving. *First Indochina War*, p. 93 ; Kelly. *Soldats perdus*, p. 71.
33. Irving. *First Indochina War*, p. 81.
34. Thompson. *No Exit from Vietnam*, p. 77.
35. Harrison, James P. *The Endless War*. New York: Free Press, 1982, p. 126.
36. Irving. *First Indochina War*, p. 109.
37. Irving. *First Indochina War*, p. 119.
38. Irving. *First Indochina War*, p. 89.
39. La plupart des sources utilisées pour cette section proviennent d'analyses historiques de langue anglaise pour faciliter leur consultation par le lecteur de la version anglaise de cet article. Toutefois, des sources françaises récentes ont aussi été utilisées pour mettre à jour des analyses plus anciennes.
40. Kelly. *Soldats perdus*, p. 213-215.
41. Selon Jean-Paul Mari dans un article du *Nouvel Observateur* du 28 février 2002.
42. Selon Jean-Paul Mari dans la page Internet <http://www.grands-reporters.com/Guerre-d-Algerie-Les-derniers.html>, consultée le 23 octobre 2007.
43. Alexander et Keiger. « France and the Algerian War: Strategy, operations and diplomacy », p. 8.
44. On peut lire dans l'histoire non officielle du 4<sup>e</sup> Régiment de chasseurs qu'en 1960 même l'Armée française avait cessé les grandes opérations : « Le Régiment s'adapte rapidement. Il prend un rythme de vie particulier : vivre la nuit. Car c'est à la faveur de l'obscurité que se manifestent les tentatives de l'adversaire : approche du réseau à dessein de le saboter ou d'installer des embuscades, essais de franchissement, et aussi harcèlement. Ces derniers ne seront jamais très dangereux, mais bazookas et mines nous causeront des pertes. » Disponible sur Internet à l'adresse suivante : [http://www.4rch.fr/images/imagehistorique\\_1/historique\\_1.htm](http://www.4rch.fr/images/imagehistorique_1/historique_1.htm), page consultée le 21 novembre 2007.
45. Alexander et Keiger. « France and the Algerian War: Strategy, operations and diplomacy », p. 9.

- 
46. Kelly. *Soldats perdus*, p. 229.
  47. Pour de plus amples détails, voir Guelton, Frédéric. « The French Army's 'Centre for Instruction and Preparation in Counter-Guerrilla warfare' (CIPCG) at Arzew » dans Alexander, M.S. *France and the Algerian War*, p. 35-53.
  48. Kelly. *Soldats perdus*, p. 223-227.
  49. Alexander et Keiger. « France and the Algerian War: Strategy, operations and diplomacy », p. 14.
  50. Alexander et Keiger. « France and the Algerian War: Strategy, operations and diplomacy », p. 15.
  51. Kelly. *Soldats perdus*, Paris, Fayard, 1967, p. 171.
  52. Kelly. *Soldats perdus*, Paris, Fayard, 1967, p. 240.
  53. Kelly. *Soldats perdus*, Paris, Fayard, 1967, p. 250.
  54. Déjà en 1956, un quart des Français ne croyait pas que l'Algérie resterait française. Sondages cités par Merom dans « The social origins of the French capitulation in Algeria », dans *Armed Forces & Society*, vol. 30, no 4, 2004, p. 615.
  55. Merom. « The social origins of the French capitulation in Algeria », dans *Armed Forces & Society*, vol. 30, no 4, 2004, p. 618.
  56. Callwell. *Small Wars*, p. 143. Page 132 de l'édition française susmentionnée.
  57. Callwell. *Small Wars*, p. 127.
  58. Blank. *Operational and Strategic Lessons of the War in Afghanistan*, 1979-90, p. 50.
  59. Ghosh, Bobby et Mark Thompson. « The enemy's new tools. » *Time* (25 juin 2007), p. 26.
  60. Demarest et Grau. « Maginot Line or Fort Apache », p. 35.
  61. Church. « Assuring mobility in a COIN environment », p. 22 et 23.



Visitez — nous en ligne à...  
<http://www.army.forces.gc.ca/caj/>